

## **La votation du 24 novembre 2013 et l'avenir du Jura bernois**

Le 24 novembre 2013, le Jura bernois votera sur l'opportunité d'engager un processus visant à créer un nouveau canton réunissant les territoires de l'actuel Jura bernois et de l'actuelle République et Canton du Jura.

La votation prévue résulte de la Déclaration d'intention du 20 février 2012 « portant sur l'organisation de votations populaires dans la République et canton du Jura et le Jura bernois concernant l'avenir institutionnel de la région ».

Cette Déclaration a été signée par les gouvernements bernois et jurassien sous l'égide de la Confédération.

Ce texte est inéquitable, inopportun et dangereux pour le Jura bernois. Cela pour les raisons suivantes :

1. La première consultation qu'elle prévoit ne permet pas aux citoyens et citoyennes de Bienne ou de Berne de se prononcer sur l'avenir géopolitique du Jura bernois alors que les citoyens de Porrentruy et de Delémont pourront le faire. C'est choquant ! On aurait pu concevoir que le Jura bernois se prononce seul sur son devenir institutionnel ! Mais que dès le premier vote, le canton du Jura le fasse et pas le canton de Berne, auquel le Jura bernois appartient, est impensable !

2. Dans les deux ans à compter de la première votation, toutes les communes du Jura bernois pourront demander leur rattachement au canton du Jura, qu'elles soient limitrophes ou non, qu'elles aient voté oui ou non lors de la première consultation. Aucune commune du canton du Jura ne pourra demander de rejoindre le canton de Berne. Cette asymétrie contrevient au principe d'égalité.

3. Les longues procédures prévues font la part beaucoup trop belle aux stratégies gradualistes des séparatistes. On aurait pu comprendre qu'à l'occasion d'une consultation unique – ou de deux pour tenir compte des communes – on ait demandé à la population du Jura bernois si elle voulait quitter le canton de Berne comme on l'aurait fait dans tous les autres pays. Au lieu de cela, on demande au Jura bernois s'il veut une constituante, brèche dans laquelle les séparatistes s'engouffrent avec délectation pour dire dès maintenant aux habitants de la partie francophone du canton de Berne : « Votez oui à la Constituante, vous ne risquez rien puisque vous pourrez toujours dire non après ! »

4. Le dispositif mis en place par les gouvernements bernois et jurassien est imposé d'en haut. Il ne résulte pas d'une demande populaire. Il est très discutable que le Jura bernois soit contraint de voter sur son appartenance cantonale sans l'avoir choisi lui-même. Je ne récuse pas les droits démocratiques des séparatistes. J'affirme simplement qu'il aurait été conforme à l'esprit de nos institutions que les partisans d'une réunification au sein du Jura bernois – et eux seuls – saisissent les instruments de la démocratie semi-directe que sont les art. 58 de la Cst bernoise ou 54 et suivants de la Loi sur le statut particulier du Jura bernois pour obliger la population du Jura bernois à revoter.

Il ne sert toutefois à rien de se lamenter. Le 28 janvier dernier, le Grand conseil bernois a décidé d'autoriser le Conseil-exécutif à organiser la votation du 24 novembre.

Pour les anti-séparatistes, il s'agira de voter non pour réaffirmer leur désir de demeurer au sein du canton de Berne.

Il existe évidemment des raisons financières et économiques qui militent en faveur de maintien du Jura bernois dans le canton de Berne. Mais beaucoup de régions de notre pays pourraient se prévaloir d'arguments fiscaux pour rester dans un canton dont les impôts sont modérés ou quitter un canton dont les impôts sont lourds.

C'est donc bien l'histoire, la géographie et les mentalités collectives qui, en première ligne, doivent inciter le Jura bernois à refuser la séparation d'avec Berne.

Qu'est-ce que le Jura bernois ? Pourquoi ne fait-il pas partie du canton du Jura ? Quelle est son identité ?

Le Jura bernois, c'est la partie méridionale de l'Ancien Evêché de Bâle qui, dès le XIIIème siècle, établit des liens importants avec Berne au travers d'alliances qui garantissaient un engagement militaire mutuel entre les entités en cas de conflit.

Bienne, qui exerça par la suite son influence sur l'Erguël, conclut un traité de combourgeoisie avec Berne en 1353. La Neuveville en 1388 et Moutier

en 1486 conclurent, elles aussi, des traités de combourgeoisie avec la ville des bords de l'Aar.

Le territoire qui correspond presque exactement aux trois anciens districts de Moutier, Courtelary et La Neuveville constitue progressivement la partie dite helvétique de l'Evêché de Bâle, antérieure à l'irruption de la Réforme. La partie septentrionale de l'ancien Evêché de Bâle, quant à elle, relevait du Saint-Empire romain germanique. Cette importante césure montre que le canton du Jura actuel et le Jura bernois ne présentent pas la même origine historique.

Contrairement au Nord, le Sud a embrassé la foi réformée dès 1528. En dépit d'une forte régression de la pratique religieuse, la mentalité collective du Jura bernois continue à s'abreuver de ce qu'il reste de sève du protestantisme des origines.

En 1792, la France s'empare du Nord de l'Évêché en respectant pour cinq ans le Sud helvétique protégé par ses alliances avec la Confédération et par la neutralité suisse.

En 1815, le territoire de l'ancien Evêché de Bâle est incorporé au canton de Berne par une décision du Congrès de Vienne. Ainsi, le Jura bernois actuel fait partie du canton de Berne depuis 198 ans.

Les différences entre le Nord et le Sud du Jura ont subsisté durant tout le XIXème siècle et jusqu'à l'entrée en souveraineté du canton du Jura le 1<sup>er</sup> janvier 1979.

Les clivages historiques et les grandes différences de sensibilité entre le Nord et le Sud ont éclaté au grand jour lors de la votation du 23 juin 1974 relative à la création d'un nouveau canton du Jura.

Lors de ce plébiscite, près de 70 % des votants des districts de Delémont, des Franches-Montagnes et de Porrentruy ont accepté de former un nouveau canton. A contrario, les deux tiers de ceux des anciens districts du Sud, de Courtelary, de Moutier et de La Neuveville, ont refusé de le faire. Cette votation traduit les profondes différences culturelles entre le Nord et le Sud.

Toutes ces différences historiques recoupent un clivage linguistique.

Le parler des Jurassiens du Nord dérive de la langue d'oïl – comme, par exemple, celui de la Franche-Comté – alors que le parler des Jurassiens bernois, de même que celui des autres cantons romands, procède du franco-provençal. Les Jurassiens bernois de souche s'expriment comme les Neuchâtelois, pas comme les Ajoulots et les Francs-Montagnards.

Mentionnons encore que le Jura bernois fait partie du « Greater Geneva Berne Area », l'organe de promotion économique de la Suisse occidentale qui regroupe le canton de Berne et tous les cantons romands à l'exception du Jura. Ce dernier fait partie de BASELAREA qui favorise l'implantation d'entreprises dans le Nord-Ouest de la Suisse. Pas de doute : le canton du Jura est tourné vers Bâle alors que le Jura bernois est tourné vers Berne, le Plateau suisse et la Suisse romande en général.

De surcroît, Bienne est la capitale culturelle et économique pour plus des deux tiers des habitants du Jura bernois. En référence à ce seul critère, il serait parfaitement inopportun que nous vivions dans un autre canton que les Biennois !

Le 24 novembre prochain, le Jura bernois choisira de rester dans le canton pivot de la Confédération, un canton solidement organisé de près d'un million d'habitants. En disant non à la séparation d'avec Berne, le Jura bernois préservera son identité et sa liberté. Il contribuera aussi à la pérennité du caractère bilingue du canton de Berne, condition essentielle de notre cohésion nationale et des subtils équilibres politiques de notre pays.

Jean-Pierre Graber

## **Über die Abstimmung vom 24. November 2013 und die Zukunft des Berner Juras**

Am 24. November 2013 wird der Berner Jura über die Frage abstimmen, ein Verfahren zur Gründung eines neuen, aus dem Berner Jura und dem Kanton Jura bestehenden Kantons einzuleiten.

Die vorgesehene Abstimmung beruht auf der Absichtserklärung vom 20. Februar 2012 „zur Durchführung der Volksabstimmungen über die institutionelle Zukunft der interjurassischen Region im Kanton Jura und im Berner Jura.“

Diese Erklärung wurde von den Berner- und Jurassischen Regierungen unter der Ägide des Bundes unterzeichnet.

### **Die Absichtserklärung ist ungerecht und gefährlich**

Dieser Text ist ungerecht, unangebracht und für den Berner Jura gefährlich. Dies aus folgenden Gründen:

1. Die erste vorgesehene Abstimmung erlaubt es den Bürgerinnen und Bürgern von Biel oder Bern nicht, sich zur geopolitischen Zukunft des Berner Juras zu äussern, während jene von Pruntrut und Delsberg abstimmen können ! Das ist stossend ! Man hätte sich vorstellen können, dass der Berner Jura alleine zu seiner institutionellen Zukunft Stellung bezieht! Aber dass der Kanton Jura von der ersten Abstimmung an über die Zukunft des Berner Juras mitbestimmen kann und der Kanton Bern nicht, zu dem der Berner Jura gehört, ist unglaublich!

2. Innerhalb von zwei Jahren nach der ersten Abstimmung können alle Gemeinden des Berner Juras ihren Übertritt zum Kanton Jura verlangen, ob sie nun an ihn angrenzen oder nicht, ob sie sich bei der ersten Abstimmung fürs Ja oder fürs Nein entschieden haben! Hingegen wird keine Gemeinde des Kantons Jura einen Übertritt in den Kanton Bern beantragen können. Diese Asymmetrie handelt dem Gleichheitsprinzip zuwider.

3. Die langwierigen Verfahren begünstigen die Salamtaktik der Separatisten zu sehr. Es wäre verständlich gewesen, dass man mit einer einzigen Abstimmung – oder zwei, aus Rücksicht auf die Gemeinden – die Bevölkerung des Berner Juras gefragt hätte, ob sie den Kanton Bern verlassen wolle, wie man es auch in allen andern Ländern gemacht hätte. Stattdessen wird der Berner Jura befragt, ob er einen Verfassungsrat wünscht. So wird eine Bresche geschlagen, in die sich die Separatisten mit Freude hineindrängen, um die Bewohner des französischsprachigen Teils des Kantons Bern aufzufordern : „Sagt Ja zum neuen Verfassungsrat, ihr riskiert nichts, denn auch nachher könnt ihr immer noch Nein sagen!“

4. Es ist unverständlich, dass der Berner Jura gezwungen wird, über seine kantonale Angehörigkeit abzustimmen, ohne es von sich aus gewünscht zu haben. Ich lehne die demokratischen Rechte der Separatisten nicht ab. Ich mache nur geltend, dass es gemäss unseren Institutionen gewesen wäre, wenn die Separatisten des Berner Juras – und nur sie – die Instrumente der halb-direkten Demokratie nach Artikel 58 der Verfassung des Kantons Bern oder nach Artikel 54 und Folgende des Gesetzes über das Sonderstatut des Berner Juras ergriffen hätten, um die Bevölkerung des



Berner Juras zu einer neuen Abstimmung über die kantonale Zugehörigkeit aufzufordern.

Jammern bringt aber nichts. Am 28. Januar 2013 hat der Berner Grosse Rat den Regierungsrat ermächtigt die Abstimmung vom 24. November durchzuführen.

Die Antiseparatisten werden ihren Wunsch, im Kanton Bern bleiben zu wollen, erneut mit einem Nein bestätigen müssen.

Für den Berner Jura gibt es auch finanzielle und wirtschaftliche Gründe, die offensichtlich sind, um im Kanton Bern zu bleiben. Aber viele Regionen unseres Landes könnten sich auf fiskalische Argumente beziehen, um in einem Kanton mit moderaten Steuern zu bleiben oder um einen Kanton mit hohen Steuern zu verlassen.

In erster Linie sind es vielmehr die Geschichte, die Geographie und die kollektive Mentalität, die den Berner Jura dazu bewegen sollten die Abtrennung von Bern zu verweigern.

### **Was ist der Berner Jura ?**

Was ist der Berner Jura ? Warum gehört er nicht zum Kanton Jura ?  
Welches ist seine Identität ?

Der Berner Jura ist der südliche Teil des ehemaligen Fürstbistums Basel. Bereits seit dem 13. Jahrhundert schloss der Süd-Jura mit Bern enge

Bündnisse, die im Fall eines Kriegs gegenseitige Verpflichtungen gewährleisteten.

Die Stadt Biel – die später ihren Einfluss bis nach St-Imier geltend machte – schloss mit Bern um 1353 einen Burgrechtsvertrag ab. 1338 und 1486 folgten auch Neuenstadt und die Propstei Moutier-Grandval.

Das Territorium, das fast genau den ehemaligen Ämtern von Courtelary, Moutier und La Neuveville entspricht, bildet den so genannten „Teil der Eidgenossenschaft“ des Fürstbistums Basel, während der Nord-Jura mit dem Heiligen Römischen Reich deutscher Nationen verbunden ist. Dieser wichtige Einschnitt zeigt, dass der aktuelle Kanton Jura und der Berner Jura nicht denselben historischen Ursprung haben.

Die Unterschiede zwischen dem Nord-Jura und dem Süd-Jura sind sogar auch der Reformation vorausgegangen.

Im Gegensatz zum nördlichen Teil des Fürstbistums übertrat der südliche Teil 1528 zur Reformation. Trotz starkem Rückgang der religiösen Praxis ernährt sich die kollektive Mentalität des Berner Juras vom Saft des Urprotestantismus, der noch besteht.

1792 erobert das revolutionäre Frankreich den nördlichen Teil des Fürstbistums und respektiert während fünf Jahren den südlichen Teil wegen seinen Bündnissen mit der Eidgenossenschaft und der schweizerischen Neutralität.

1815 wird das Fürstbistum Basel am Wiener Kongress dem Kanton Bern zugesprochen. Seit nun 198 Jahren gehört der Berner Jura zum Kanton Bern.

Die grossen historischen Differenzen zwischen Nord- und Süd-Jura sind während des ganzen 19. Jahrhunderts und bis zur Gründung des Kantons Jura am 1.1.1979 ständig erkennbar geblieben.

Diese Differenzen und die damit einher gehenden grossen Sensibilitäts-, Mentalitäts- und kulturellen Unterschiede zwischen Nord und Süd haben ihren höchsten Ausbruch bei der Abstimmung vom 23. Juni 1974 bei der Gründung eines neuen Kantons Jura erreicht.

Bei diesem Plebiszit haben etwa 70 % der Bürgerinnen und Bürger der nördlichen Ämter von Delémont, den Franches-Montagnes und von Porrentruy die Entstehung eines neuen Kantons bejaht. Hingegen haben 2/3 der südlichen Ämter von Courtelary, Moutier und La Neuveville sie abgelehnt.

All diese historischen Unterschiede überschneiden sich mit einer sprachlichen Spaltung.

Der Dialekt der Nordjurassier geht auf die „langue d'oïl“ zurück wie zum Beispiel jener der Franche-Comté. Die Mundart der Bernjurassier sowie jene der übrigen frankophonen Schweiz stammen dagegen aus dem „franco-provençal“. Die Bernjurassier sprechen wie die Neuenburger, nicht wie die Leute von Pruntrut oder von den Freibergen.

Noch Folgendes. Der Berner Jura gehört dem „Greater Geneva Berne Area“ an, Organisation der internationalen Standortpromotion, die den Kanton Bern und alle Kantone der Romandie mit Ausnahme vom Jura einbinden. Der Jura ist Teil der BASELAREA, welche die Wirtschaft der Nordwestschweiz fördert. Der Kanton Jura ist zweifellos nach Basel orientiert, während der Berner Jura von der Geographie her ganz natürlich mit Bern, mit dem Mittelland und mit der Romandie verbunden ist.

Schlussendlich ist Biel die wirtschaftliche und die kulturelle Hauptstadt für mehr als 2/3 der Bevölkerung des Berner Juras. Nur schon unter diesem einzigen Aspekt wäre es absolut unangebracht, wenn wir in einem anderen Kanton lebten als die Bieler.

### **Wir wollen im Kanton Bern bleiben**

Am 24. November 2013 wird sich der Berner Jura entscheiden im Brücken-Kanton der Schweiz zu bleiben, in einem soliden, gut organisierten Kanton von einer Million Einwohnern. Mit einem Nein zur Trennung von Bern wird der Berner Jura seine Freiheit und seine Identität bewahren. Dadurch wird er auch die Zweisprachigkeit des Kantons Bern erhalten, eine unerlässliche Bedingung unseres nationalen Zusammenhalts und des subtilen politischen Gleichgewicht unseres Landes.

Anne-Caroline Graber

Dr. rer. pol.

Grossrätin